



Sommaire

Peu d'indices d'abus d'utilisation des coffres-forts suisses	1
Le Gafi élabore une feuille de route pour mieux lutter contre le financement du terrorisme	1
Projet de résolution de l'ONU: l'EI et son financement par le pétrole "explicitement" visés.....	2

PEU D'INDICES D'ABUS D'UTILISATION DES COFFRES-FORTS SUISSES

Le risque est faible que de l'argent sale ou servant au financement du terrorisme dorme dans les coffres-forts helvétiques. Un rapport du Département fédéral des finances (DFF) publié lundi a conclu que la réglementation actuelle est suffisante.

Le rapport du DFF signale qu'"il n'y a guère d'indices d'abus avérés et donc de danger réel". Cela même s'il reconnaît que certaines catégories de coffres-forts pourraient être utilisées de manière abusive.

Le rapport, qui répond à des interventions parlementaires,

notamment du conseiller aux Etats Fabio Abate (PLR/TI), donne un aperçu des coffres-forts existants et de la possibilité que ceux-ci servent au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme. Ce risque concerne les coffres-forts à haute sécurité qui permettent à leurs détenteurs de conserver des valeurs patrimoniales ou des objets de valeur pour une durée indéterminée.

Il s'agit notamment des coffres-forts bancaires et des coffres-forts non bancaires hautement sécurisés ainsi que des dépôts privés et des locaux d'entreposage bien sécurisés. L'accès illimité des autorités compétentes à toutes les catégories de coffres-forts, garanti dans le cadre de poursuites pénales, a notamment montré qu'aucune accumulation du nombre des poursuites n'a été observée.

Fort de ce constat, le DFF juge qu'une nouvelle réglementation serait disproportionnée. Il serait compliqué et très coûteux d'étendre la notion d'intermédiation financière à la conservation physique de valeurs patrimoniales. En outre, la réglementation actuelle répond aux normes internationales.

Liens:<http://www.swissinfo.ch/fre/blanchiment-peu-d-indices-d-abus-d-utilisation-des-coffres-forts-suisse/41837236>

LE GAFI ÉLABORE UNE FEUILLE DE ROUTE POUR MIEUX LUTTER CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le Groupe d'action financière (Gafi) a élaboré lundi une feuille de route pour améliorer la lutte contre le financement du terrorisme, proposant de développer les échanges d'information et d'accroître la pression sur les pays qui n'ont pas encore pris de mesures en la matière.

Au terme de trois jours de réunion, à laquelle ont participé des responsables de services de renseignement mais aussi des juristes et des experts financiers, le Gafi a décidé d'"adapter sa stratégie pour mieux comprendre la nature changeante des risques liés au financement du terrorisme", indique un communiqué de l'organisation.

Le Groupe d'action financière va ainsi fournir un document mis à jour sur les finances de l'Etat islamique (EI), en lien avec les Nations Unies, Interpol et le Counter-ISIL Finance Group (CFIG), qui combat les sources de financement de l'EI, afin de "mieux évaluer l'impact" des actions prises et "l'évolution des risques".

En parallèle, des "indicateurs" sur le financement du terrorisme vont être mis en place, qui seront partagés avec

le secteur privé, ajoute le Gafi. Deux réunions auront lieu en février, l'une avec le CFGI, l'autre avec des représentants du secteur privé, pour discuter de ces deux initiatives.

"Un meilleur partage de l'information est nécessaire entre les organismes" chargés de lutter contre le financement terroriste, notamment entre les pays et le secteur privé, souligne le Gafi, qui souhaite "renforcer les règles internationales" et leur "mise en oeuvre".

En février 2016, le groupe d'action financière mettra ainsi sur pied "des mesures de suivi pour les pays qui n'ont pas criminalisé le financement du terrorisme ou qui n'appliquent pas de sanctions financières ciblées". Il discutera par ailleurs d'un possible renforcement des règles en vigueur, précise le communiqué.

Le Gafi est un organisme intergouvernemental chargé de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Créé en 1989, et basé à Paris, il est composé de 34 pays et territoires, ainsi que de 2 organisations régionales.

Après les attentats du 13 novembre, qui ont fait 130 morts à Paris et Saint-Denis, les dirigeants du G20 lui ont demandé de leur remettre en février 2016 un rapport sur les progrès faits par les Etats pour corriger les faiblesses en matière d'assèchement des flux de financement liés au terrorisme. Une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU a été convoquée jeudi, à laquelle

participeront les ministres des Finances des 15 pays membres.

[Liens/http://www.boursorama.com/actualites/le-gafi-elabore-une-feuille-de-route-pour-mieux-lutter-contre-le-financement-du-terrorisme-3bfe3b254d3e326f23116d9b533c0b6b](http://www.boursorama.com/actualites/le-gafi-elabore-une-feuille-de-route-pour-mieux-lutter-contre-le-financement-du-terrorisme-3bfe3b254d3e326f23116d9b533c0b6b)

PROJET DE RÉSOLUTION DE L'ONU: L'EI ET SON FINANCEMENT PAR LE PÉTROLE "EXPLICITEMENT" VISÉS

Le projet de résolution de l'ONU, qui sera soumis jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU, vise "explicitement" l'organisation Etat islamique et son financement par le pétrole, et compte sur la "pression internationale" pour pousser les Etats à s'attaquer à ce problème, sous peine de sanctions, a indiqué mercredi à l'AFP le ministre des Finances, Michel Sapin.

Le Conseil de sécurité adressera avec cette résolution "un message politique très ferme, très fort: la lutte contre le financement du terrorisme est l'une des priorités de l'ensemble des membres des Nations unies et chaque Etat devra mettre en oeuvre les mesures nécessaires", a déclaré le ministre dans un entretien dans son bureau à Bercy.

"A la demande de la France et en lien très étroit (avec Paris)" après les attentats du 13 novembre, les Etats-Unis, qui assurent en décembre la présidence tournante du Conseil de sécurité, ont mis sur pied cette réunion, à laquelle participeront pour "la première fois" les ministres des Finances des 15 Etats membres, a-t-il souligné.

Le texte, qui s'appuie sur une résolution antérieure concernant Al-Qaïda, "sera étendu explicitement à Daech (et) permettra tout particulièrement de viser le gel des avoirs qui seraient d'une manière ou d'une autre tirés du trafic du pétrole", a révélé M. Sapin.

"De même, il sera demandé une vigilance toute particulière aux Etats sur le trafic d'œuvres d'art qui peut alimenter des grands mouvements comme Daech", a-t-il ajouté.

Le ministre des Finances, qui a fait de la traque contre le financement du terrorisme l'un de ses principaux objectifs depuis les attentats de janvier à Paris, est convaincu que les 15 membres du Conseil de sécurité approuveront le texte à l'unanimité.

"Je ne vois pas quel pays pourrait s'opposer en quelque sorte à ce que l'on soit efficace dans la lutte contre le financement du terrorisme", a-t-il affirmé.

Selon lui, les cinq membres permanents (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie), qui ont un droit de veto, se montrent "extrêmement fermes dans la mise en oeuvre des standards nécessaires".

Selon lui, "la question sera donc: 'est-ce que tous les pays font ce qu'il faut pour lutter contre le financement du terrorisme?'"

La résolution de l'ONU constitue "un support juridique" pour que les pays prennent leurs dispositions. La communauté internationale devra

ensuite vérifier que chaque Etat applique les mêmes mesures.

Cette mission de surveillance reviendra au Groupe d'action financière (Gafi), un organisme intergouvernemental basé à Paris et chargé de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Le Gafi "passe en revue chaque pays", a rappelé M. Sapin. "Chaque pays sera ainsi soumis à un examen pour savoir s'il a bien pris toutes les mesures nécessaires pour lutter efficacement contre le financement du terrorisme", a-t-il détaillé.

"Et c'est là où la pression internationale, la force du message politique qui sera adressé au monde sera déterminante", a estimé le ministre. "Aucun pays ne pourra rester

de côté. Aucun pays ne pourra paraître indulgent avec le financement du terrorisme, sinon il sera sur une liste et montré du doigt", a-t-il affirmé.

"A partir de ce moment-là, des sanctions peuvent être prises contre ces pays", a prévenu le ministre.

A l'occasion de son déplacement à New York, le ministre français s'entretiendra également avec le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Jacob Lew. Au menu: l'échange d'informations sur le financement du terrorisme.

"Nous avons besoin d'améliorer encore, d'accélérer, d'approfondir ces échanges d'informations, tout particulièrement à partir d'un réseau que les Américains ont la capacité d'analyser, qu'on appelle SWIFT, qui

résume sur l'ensemble de la planète les mouvements de fonds, les mouvements bancaires dont peuvent bénéficier telle ou telle personne", a souligné M. Sapin.

Selon lui, "beaucoup de travail a déjà été fait, (mais) il y a un dernier grand coup de collier à donner pour que nos deux pays et les services qui (ont cette charge) puissent travailler plus vite et de manière plus pertinente encore", a-t-il dit.

Le système bancaire international SWIFT représente 80% du total des mouvements mondiaux de fonds.

Liens : <http://www.lalibre.be/actu/international/projet-de-resolution-de-l-onu-l-ei-et-son-financement-par-le-petrole-explicitement-vises-567106b73570ed3894997414>

CTRF-Immeuble Ahmed FRANCIS, 16306 Ben aknoun-ALGER

Tel : 021 59 53 10 / Fax : 021 59 52 96